

### **Contrats de relance et de transition écologique : l'AdCF-les intercommunalités de France se félicitent de l'ambition et de la méthode**

A l'occasion d'un échange avec **Jacqueline Gourault**, ministre de la cohésion des territoires, le président de l'AdCF, **Sébastien Martin**, a exprimé la satisfaction des intercommunalités de France par rapport aux objectifs et à la méthode de travail retenus pour engager **les contrats de relance et de transition écologique (CRTE)**. Le président de l'association a évoqué les appels de l'AdCF, depuis plusieurs années, **en faveur d'une refondation en profondeur des relations contractuelles entre l'Etat et les territoires**. Ce temps est aujourd'hui venu.

Précisés par la circulaire du 20 novembre adressée aux préfets par le Premier ministre, les contours des futurs contrats et leur méthode d'élaboration correspondent sur de nombreux points aux attentes des intercommunalités de France. **Les contrats dits « intégrateurs » doivent**, pour l'association, **permettre de réduire la prolifération des appels à projets nationaux et la mise en concurrence des territoires**. Ils doivent mettre fin à la superposition de multiples contrats ou programmes mal coordonnés sur le terrain.

*« Ce n'est pas d'un contrat de plus dont nous avons besoin, mais d'une contractualisation plus globale, pluriannuelle, appuyée sur nos projets de territoire. Il faut sortir de l'action publique en miette. C'est l'ambition que porte le nouveau dispositif et nous nous y retrouvons pleinement »* a rappelé Sébastien Martin.

**Dans le cadre du plan France relance**, caractérisé par des crédits budgétaires très supérieurs à ceux mobilisés au cours des dernières années par les services de l'Etat et ses opérateurs, **les futurs contrats doivent être les vecteurs d'une attribution beaucoup plus efficace et équitable des financements**. Ils peuvent avoir un effet levier sur la commande publique des collectivités du « bloc local » (plus de 50% de la commande publique nationale), ce qui nécessite de territorialiser les crédits et d'encourager la réalisation de plans de relance locaux.

#### **Retrouvez les documents de référence de l'AdCF sur ce sujet :**

- [Résolutions de l'assemblée générale de l'AdCF, 5 novembre 2020](#)
- [Résultats de l'enquête auprès des présidents d'intercommunalités](#) (octobre-novembre 2020)
- [Recommandations pour la relance remises à Jacqueline Gourault](#), octobre 2020
- [Analyses des impacts territoriaux de la crise et propositions pour la relance](#), avril 2020
- [Propositions pour la cohésion des territoires](#), été 2018
- [Refonder la contractualisation](#) (conférence nationale de Cahors, décembre 2017)

*Créée en 1989 pour promouvoir la coopération intercommunale en France, l'AdCF représente les communautés et métropoles auprès des pouvoirs publics nationaux et les accompagne par la mise à disposition de l'expertise de son équipe technique.*

*L'association fédère aujourd'hui près d'un millier d'intercommunalités de toutes catégories juridiques : 19 métropoles, 202 communautés d'agglomération et urbaines, 10 établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris, 730 communautés de communes.*

#### **Contacts presse :**

**Sandrine Guirado** - [s.guirado@adcf.asso.fr](mailto:s.guirado@adcf.asso.fr) ; **Yoann Jacquet** - [yjacquet@adcf.asso.fr](mailto:yjacquet@adcf.asso.fr)  
06 86 79 42 92

Assemblée des communautés de  
France  
22/28, rue Joubert  
75009 PARIS  
01 55 04 89 00  
[www.adcf.org](http://www.adcf.org)



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}.  
Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur les listes de diffusion de l'AdCF

[Si vous ne souhaitez plus recevoir d'information de l'AdCF, cliquez ici:](#)  
[Se désinscrire](#)

